



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 Boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 09/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENGIE (Ex EDF GDF)

20 avenue Victor Hugo

#187

71100 Chalon-Sur-Saône

Références : FV/NM/2025/M_228

Code AIOT : 0005401694

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement ENGIE (Ex EDF GDF) implanté Les Forges - RN 79 71140 Bourbon-Lancy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par arrêté préfectoral DCL-BRENV-2024-169-3 pris en juin 2024, la société STEEN REHAB a été rendu redevable de la réhabilitation d'un site siège notamment d'une ancienne usine à gaz dont l'ayant droit du dernier exploitant est la société ENGIE dans le cadre d'une procédure tiers demandeur.

Par courriel du 24 juin 2025, STEEN REHAB a transmis au préfet le rapport de fin des travaux de réhabilitation.

La présente inspection a pour objet de constater la réalisation des travaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE (Ex EDF GDF)
- Les Forges - RN 79 71140 Bourbon-Lancy
- Code AIOT : 0005401694
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les travaux de réhabilitation consistaient essentiellement à l'excavation et l'évacuation des terres les plus impactées. Le site est situé sur la parcelle AT151.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Travaux de réhabilitation	Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 1	Sans objet
2	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 3	Sans objet
3	Air ambiant	Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le tiers demandeur a réalisé les travaux prévus dans son plan de gestion.

Conformément notamment aux dispositions du §VI de l'article R. 512-78 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées transmettra un exemplaire du présent rapport - qui vaut procès-verbal de constatation des travaux - au tiers demandeur STEEN REHAB (Dominic Belanger, 7 rue Balzac, 75008 Paris) qui est également propriétaire du site, à l'ancien exploitant (société ENGIE, Sandrine Hostyn, 1 place Samuel de Champlain, Faubourg de l'Arche, 92930 Paris La Défense Cedex) ainsi qu'au maire de la commune de Bourbon Lancy et au président de la communauté de communes Entre Arroux, Loire et Somme. Cette transmission vaut porter à connaissance tel que prévu à l'article L. 132-2 du code de l'urbanisme.

Un secteur d'information sur les sols sera proposé prochainement pour conserver la mémoire de la pollution résiduelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Travaux de réhabilitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, SSP
Prescription contrôlée :

Le tiers demandeur réalise les travaux décrits dans le dossier de substitution susvisé. Les travaux doivent être mis en œuvre sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, après transmission au préfet de l'attestation de garanties financières prescrite à l'article 2.

Constats :

Le dossier de substitution fait état de 4 sources concentrées. Les objectifs de réhabilitation sont les suivants : - HAP16 : 400 mg/kg- Cyanures totaux : 100 mg/kg.

Le dossier de substitution retient le tri-excavation et l'évacuation en filières autorisées pour traiter les sources concentrées.

Des analyses de gaz des sols sur les paramètres hydrocarbures volatils et BTEXN au droit des fouilles et deux campagnes d'analyse des eaux souterraines sur les mêmes paramètres plus ammonium, cyanures, indice phénol, HAP, HCT C5-C40 et 8 métaux sont prévus après les travaux, et avant travaux pour les eaux souterraines.

D'après le rapport de fin de travaux, les travaux ont été réalisés entre le 14 et le 17 avril 2025 ; les objectifs de dépollution ont été atteints en bords et fond de fouilles ; 75,4 tonnes de terres ont été évacués en ISDD. La densité d'analyses est d'une par 50m².

A noter : la zone de pollution concentrée Z3 n'a pas fait l'objet de prélèvements de fonds et bords de fouille car il s'agit d'une fosse maçonnée qui a été laissé en place à cause d'un risque d'instabilité vis-à-vis du bâtiment voisin.

Aussi le rapport indique que l'ensemble des zones purgées et des espaces enherbés ont été recouverts de 30 cm de terres d'apport, après pose d'un géotextile ; une autre partie du site est recouvert de graves d'apport reposant sur un géotextile. Le reste du site est soit recouvert d'enrobé, soit occupé par des bâtiments (anciens locaux techniques ou administratifs).

L'Inspection a pu constater la présence de terre végétal aux endroits mentionnés dans le rapport.

L'Inspection a constaté par ailleurs une concentration en Arsenic de 50mg/kg pour les graves de la partie haute. Le seuil de vigilance active du HCSP est dépassé. Ce dernier recommande des mesures de bioaccessibilité et une EQRS. L'ARR transmise ne prend pas en compte la voie de transfert ingestion de sol/inhalation de poussières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 : L'Inspection demande au tiers demandeur de :

- soit revoir son analyse des risques résiduels en prenant en considération l'ingestion de sols/inhalation de poussières dans la mesure où des sols superficiels sont impactés en arsenic. Des mesures de bioaccessibilité devront être réalisées;
- soit de recouvrir la partie haute des graves afin d'éviter l'ingestion de ces sols ou l'inhalation des poussières provenant des sols (p.ex. par le recouvrement par 30 cm de terres saines après pose d'un géotextile).

Dans l'attente, l'Inspection proposera d'informer le public de cet impact dans le secteur d'information sur les sols prévu prochainement pour assurer la mémoire de la pollution résiduelle globale du site et des restrictions d'usages (cf. constat n°3).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tiers demandeur est tenu de délimiter spatialement l'impact détecté dans les eaux souterraines et décrit dans le dossier de substitution susvisé. Pour ce faire, il met en place un réseau de piézomètres hors site (parcelle AT151) et réalise à minima 2 campagnes d'analyses (une en période de hautes-eaux et l'autre de basses-eaux) sur les piézomètres hors site et ceux présents sur site (Pz1, Pz2 et Pz3). Les paramètres suivants sont à minima analysés : cyanures totaux et libres, HAP, ammonium, métaux et BTEX.</p> <p>Le rapport d'analyses des 2 campagnes est transmis sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>En cas d'impact détecté hors site, un suivi semestriel des eaux souterraines d'une durée de 4 ans minimum et sur le réseau et les paramètres définis ci-dessus ainsi qu'une interprétation de l'état des milieux (IEM) devront être réalisés. Le rapport de l'IEM est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 12 mois après le constat d'impact hors site. Le rapport contient une proposition de périmètre de limitation des usages des eaux souterraines ainsi que les recommandations associées (p.ex. Interdiction de l'usage boisson).</p> <p>Après 4 ans de suivi des eaux souterraines, un bilan quadriennal est réalisé et transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le rapport de fin de travaux, 2 nouveaux piézomètres ont été implantés en aval hydraulique du site, hors site ; une campagne de surveillance a été réalisée le 25 novembre 2024 et une autre le 7 mai 2025.</p> <p>Les substances suivantes ont notamment été analysées : cyanures totaux et libres, HAP, ammonium, métaux et BTEX.</p> <p>Aucun impact significatif hors site n'a été détecté pour ces substances.</p> <p>A noter : un impact en hydrocarbures hors site a été détecté avant-travaux. Cet impact n'est plus détecté après travaux. Une origine extérieure au site est privilégiée de par l'absence de marqueurs spécifiques du site.</p> <p>L'inspection a constaté la présence des piézomètres 3 et 4 aux endroits indiqués dans le rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 2 : dans la mesure où le tiers demandeur n'a plus de surveillance des milieux à exercer, l'inspection demande au tiers demandeur de reboucher les ouvrages de surveillance (piézomètres, piézairs) dans les règles de l'art.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Air ambiant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Air ambiant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>D'autre part, le tiers demandeur réalisera deux campagnes d'analyses de la qualité de l'air ambiant des futurs bâtiments dans des conditions météorologiques contrastées (p.ex. été/hiver).</p>

La localisation des prélèvements sera a minima au rez-de-chaussée au droit des zones les plus impactées.

Les paramètres suivants seront analysés a minima : BTEXN, hydrocarbures aromatiques et aliphatiques. Une interprétation des résultats et si besoin une évaluation quantitative des risques sanitaires mise à jour sera transmise à l'inspection sous six mois après la construction des bâtiments.

Constats :

Par courrier du 27 février 2025, le tiers demandeur avait informé le préfet d'un changement du projet d'aménagement. Aussi le rapport de fin de travaux fait état d'un projet visant à réutiliser les bâtiments existants (logement dans le bâtiment B et usage tertiaire pour les bâtiments A, C, D et l'entrepôt).

Il indique par ailleurs que 5 prélèvements de gaz de sols et 7 prélèvements d'air ambiant ont été réalisés en mai 2025 ; Les prélèvements dans les gaz des sols ont été réalisés au droit des zones de pollutions concentrées. Les BTEXN et les hydrocarbures TPH ont été mesurés. Les prélèvements d'air ambiant ont été réalisés dans les bâtiments existants (du fait du changement de projet, la construction de nouveaux bâtiments n'est plus d'actualité) ; 1 prélèvement témoin a été réalisé en sus.

Aussi une campagne d'analyse d'air ambiant dans les bâtiments existants avaient également été réalisée en octobre/novembre 2024 (5 prélèvements, bâtiments A, B et C). L'inspection a pu constater que les zones de prélèvements indiquées dans le rapport correspondent.

Les résultats d'analyses ne montrent pas d'impacts significatifs.

D'après l'analyse de sensibilité de l'analyse des risques résiduels, les concentrations maximales mesurées lors des différentes campagnes réalisées ont été prises en compte. L'analyse conclut à l'acceptabilité des risques pour l'usage retenu moyennant certaines restrictions d'usages :

- L'interdiction d'implanter des potagers et des arbres fruitiers/à baies en pleine terre.
- L'interdiction d'utilisation des eaux souterraines au droit du site à des fins autres que les prélèvements pour analyses de suivi de leur qualité.
- L'installation des canalisations d'eau potable dans des matériaux d'apport sains ou en matériaux non perméables et non poreux.
- Le maintien d'un revêtement de surface étanche (type enrobé, béton, ...) ou d'un recouvrement d'a minima 30 cm de terre végétale avec vérification de sa qualité environnementale et de sa compatibilité avec l'usage des espaces extérieurs.

L'inspection proposera prochainement un secteur d'information sur les sols en application de l'article L125-6 du code de l'environnement afin de garder la mémoire de la pollution résiduelle du site et des restrictions d'usages associées.

Le tiers demandeur a indiqué ne pas être opposé à ce mode de conservation de la mémoire.

Le contenu du secteur d'information sur les sols pourra être adapté en fonction du retour du tiers demandeur à la demande n°1 du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite